

## Burundi/Référendum : Un scrutin sans le moindre observateur international

TV5MONDE, 17.05.2018 Pierre Nkurunziza en passe, au Burundi, de verrouiller le pouvoir au moins jusqu'en 2034 Forte affluence dans les bureaux de vote au Burundi. Près de cinq millions d'électeurs étaient appelés à voter au travers controversés référendum constitutionnel voulu par le président Nkurunziza. Un scrutin effectué sans le moindre observateur international. [Photo : File d'attente de votants à Buye ce 17 mai 2018.]

Sur sa colline natale de Buye, Pierre Nkurunziza s'est levé à l'aube, pour se rendre au centre de vote. Look contracté, survêtement sportif et chapeau vissé sur la tête. Le président fait patiemment la queue, comme les autres. Il a présenté sa carte d'électeur, comme tout le monde. Bref ! Pierre Nkurunziza, apparaît comme un citoyen ordinaire qui, ce jeudi, vote pour devenir un président aux pouvoirs exceptionnels. "Je profite de cette occasion pour remercier le Dieu tout puissant qui a permis que ce jour arrive. Un jour qui était attendu par tous les Burundais et peut-être par le monde entier", confesse le chef d'État. Un président burundais qui se félicite de la forte mobilisation de ses compatriotes en ce jour de vote. "Nous sommes très contents que tout le peuple burundais a manifesté sa volonté de contribuer à l'élaboration et à l'adoption ce projet de Constitution. Ce projet, tout le monde y a contribué." À mardi le président Nkurunziza. Et en effet à Buye, comme ailleurs dans le pays, les bureaux de vote ont été assaillis dès les premières heures. Partout de longue file d'attente. La légitimation de ce référendum contesté passe bien entendu par un taux de participation élevé. L'opposition dénonce une dérive autoritaire. Les militants du parti au pouvoir ont été sommés de voter avant 10h. Quant aux autres, selon plusieurs témoignages, les "Imbonerakure", les jeunes miliciens du parti au pouvoir, sont allés les chercher chez eux pour leur forcer la main. Agathon Rwasa, président de la coalition des partis d'opposition le regrette. "Je déplore beaucoup d'irrégularités, à des intimidations de toute sorte et même des gens qui vont au bureau de vote et qui forcent les gens à voter contre leur propre gré !" Et c'est sans parler des représentants de l'opposition chassés des bureaux de vote manu militari. L'issue du scrutin ne fait pas de doute. Sans surprise, le référendum constitutionnel devrait être adopté. Une nouvelle Constitution qui permettra au chef de l'État d'avoir le dernier mot en tout et sur tout... jusqu'à 2034 ... au moins.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});